

«Stabilité et croissance pour faire reculer la pauvreté»

Christine Lagarde, Directrice générale, Fonds monétaire international
Réunion annuelle du Comité de Bretton Woods
Washington, 15 mai 2013

C'est pour moi un grand plaisir que d'accueillir la réunion annuelle du Comité de Bretton Woods au FMI et ses éminents représentants. Je tiens à remercier Bill Frenzel et Richard Debs de leurs aimables paroles de bienvenue.

Cette année, la réunion se déroule sous le thème «**Une génération pour mettre fin à la pauvreté**».

Je tiens à remercier le Président de la Banque mondiale, M. Kim, pour avoir marqué les jalons de cette redoutable entreprise, et à saluer son courage et sa détermination à mettre fin à la pauvreté à l'horizon 2030.

Je suis également heureuse de revoir mon cher ami Jim Wolfensohn. Par son inspiration, Jim a transformé la Banque mondiale et il a contribué à placer les questions difficiles telles que la corruption ou l'allègement de la dette au cœur du débat mondial. Merci, Jim, de continuer à nous faire profiter d'une énergie et d'une sagesse qui nous sont indispensables.

Depuis 30 ans, le Comité joue un rôle déterminant à l'appui du travail du FMI, de la Banque mondiale et d'autres institutions. Les efforts que vous déployez pour mieux faire connaître notre mission et votre réflexion stratégique nous aident à nous adapter aux nouvelles réalités. Je tiens donc à vous exprimer notre plus sincère reconnaissance.

Revenons à la pauvreté. Nous devons tout d'abord reconnaître les progrès réalisés à l'échelle mondiale. Comme vous le savez, **l'Objectif du Millénaire pour le développement visant à réduire de moitié la part de la population mondiale vivant dans l'extrême pauvreté d'ici 2015 a été atteint avec une avance de cinq ans.**

Qui plus est, dans la reprise mondiale à trois vitesses à laquelle nous assistons aujourd'hui, les pays en développement sont en tête de peloton. Après l'Asie, l'Afrique subsaharienne est actuellement la région qui connaît la croissance la plus forte.

Cependant, l'heure n'est pas aux félicitations. Il y a encore **1,3**

milliard de personnes qui vivent avec moins de 1,25 dollar par jour et plus de 2 milliards qui vivent avec moins de 2 dollars.

Les chiffres sont certes importants, mais ils ne disent pas tout, car en fin de compte, il s'agit surtout d'enrichir la vie de chacun et de mettre en valeur le potentiel humain.

Aujourd'hui je souhaiterais vous entretenir du rôle du FMI dans cette entreprise. Je me centrerai sur trois idées :

- 1) La stabilité économique est essentielle pour combattre la pauvreté.
- 2) La croissance et l'équité se renforcent mutuellement et elles sont nécessaires à la stabilité.
- 3) Les politiques budgétaires peuvent améliorer l'équité et réduire la pauvreté.

1. La stabilité économique est essentielle pour combattre la pauvreté

Je commencerai par rappeler l'importance primordiale de la stabilité économique. Nous avons appris que les chutes de production provoquées par les crises économiques sont une cause principale des pertes durables de bien-être dans les pays en développement. Autrement dit, pour commencer, la meilleure contribution possible du FMI à la réduction de la pauvreté est d'aider à prévenir les crises.

En moyenne, après une chute initiale de la production, il faut de 6 à 12 ans aux pays en développement pour revenir aux niveaux de PIB par habitant d'avant-crise.

D'ailleurs, ce problème ne concerne pas uniquement les pays en développement. Aux États-Unis, par exemple, le revenu par habitant en 2012 était, selon les estimations, inférieur de 9 % à ce qu'il aurait été s'il n'y avait pas eu de crise.

Les pertes d'emploi sont une autre grave conséquence des crises. Aujourd'hui, plus de 200 millions de personnes sont toujours au chômage. Les coûts économiques et humains sont immenses.

Le premier principe est donc que la stabilité économique est essentielle pour réduire la pauvreté.

Dans cette perspective, le rôle du FMI est clair : aider les pays

membres à mettre en place des dispositifs propres à atténuer les phases successives d'expansions et de récessions, à prévenir les crises d'origine intérieure et à renforcer leur résilience face aux chocs exogènes.

Durant ces dernières années, nous avons redoublé d'efforts pour aider les pays à faible revenu à faire face à la crise. Nous avons sensiblement accru les ressources mises à leur disposition, renforcé nos instruments de prêt et, surtout, nous avons continué à appliquer des taux d'intérêt nuls à tous nos prêts concessionnels.

2. La croissance et l'équité se renforcent mutuellement et sont nécessaires à la stabilité

J'en viens maintenant à mon deuxième point, celui qui concerne la croissance et l'équité. J'ai parlé des moyens à mettre en œuvre pour préserver la taille du gâteau économique en prévenant les crises. Mais qu'en est-il de l'action à mener pour accroître la taille de ce gâteau et veiller à ce qu'il soit réparti plus équitablement?

Les inégalités grandissantes de revenu inquiètent de plus en plus les gouvernants de par le monde. Durant ces 25 dernières années, les inégalités de revenu se sont creusées dans la plupart des pays avancés et des pays en développement, encore qu'elles aient commencé à diminuer après l'an 2000 dans certaines régions.

Cela n'est pas passé inaperçu : le Printemps arabe et le mouvement des indignés, quoique très différents l'un de l'autre, s'expliquent en partie par le mécontentement issu de ces tendances. Que nous disent les chiffres?

- Les 0,5 % les plus riches de la population mondiale détiennent plus de 35 % de la richesse mondiale.
- Dans certains pays comme le Canada, l'Afrique du Sud, le Royaume-Uni et les États-Unis, les inégalités se sont fortement accentuées durant ces 25 dernières années. Aux États-Unis, la part du revenu avant impôt des 1 % les plus riches a augmenté de 8 % à 18 % du total.

Que signifie la raideur de cette pyramide des revenus pour l'accès à l'éducation dans le quartile inférieur des revenus? Que pourrait-elle signifier pour la stabilité sociale et la croissance?

Le FMI a commencé à examiner ces questions de plus près. Des travaux récents ont montré que des périodes prolongées où la production augmente régulièrement vont de pair avec une distribution plus égale du revenu. En d'autres termes, il est plus probable que des sociétés plus égales réalisent une croissance durable.

L'égalité est donc bonne pour la croissance, mais la croissance est-

elle bonne pour l'égalité? La croissance est peut-être une condition préalable pour faire reculer la pauvreté, mais elle n'a pas toujours réduit les inégalités.

Il existe des preuves solides selon lesquelles des politiques sociales visant à réduire la pauvreté et à favoriser le développement humain peuvent avoir des effets puissants. Par exemple, des programmes conditionnels de transferts monétaires au Brésil et au Mexique ont contribué à plus ou moins 20 % de la baisse des inégalités sur une période de 10 ans.

3. Politiques budgétaires pour réduire la pauvreté

J'en viens ainsi à mon troisième point. Qu'est-ce que le FMI peut faire de plus pour promouvoir ce type de croissance «solidaire»?

La politique budgétaire est un outil essentiel. La bonne nouvelle, c'est que, dans les pays avancés, la politique budgétaire a contribué largement à réduire les inégalités au cours des 30 dernières années. La mauvaise nouvelle, c'est que cet impact diminue depuis l'an 2000.

Pourquoi? Parce que de nombreux pays ont adopté des réformes qui ont réduit la progressivité du dosage des impôts et des dépenses : en d'autres termes, ils ont rendu les prestations sociales moins généreuses et ont abaissé les taux de l'impôt sur le revenu, en particulier pour les tranches supérieures.

Dans les pays en développement, la politique budgétaire a généralement moins contribué à réduire les inégalités de revenu. Cela s'explique par le fait que les impôts et les dépenses sont bien plus faibles en pourcentage de la production, parfois la moitié du niveau observé dans les pays avancés. En outre, les systèmes fiscaux sont souvent moins progressifs en raison d'une assiette de l'impôt plus étroite et d'une plus grande dépendance à l'égard des impôts indirects.

Pourtant, il existe des politiques budgétaires qui peuvent contribuer à distribuer le revenu de manière plus équitable.

En ce qui concerne les recettes, il s'agit d'établir une assiette plus solide et plus fiable en réduisant les exemptions, en combattant la fraude fiscale et en renforçant l'administration.

Pour ce qui est des dépenses, le FMI continuera de préconiser la fourniture de biens et services publics de qualité. Il est prioritaire de protéger et d'augmenter les dépenses sociales afin de réduire la pauvreté et l'exclusion. Par exemple, en dépit de cette longue crise mondiale, deux tiers des pays d'Afrique subsaharienne ont pu augmenter leurs dépenses de santé et d'éducation en valeur réelle.

Il est essentiel aussi de réformer les subventions énergétiques et

les autres subventions universelles. En 2011, les subventions énergétiques représentaient environ 2.000 milliards de dollars de ressources budgétaires dans le monde, soit 2,5 % du PIB mondial.

Dans les pays en développement, une grande partie de ces subventions profite aux classes moyennes et supérieures. En moyenne, les 20 % les plus riches des ménages dans les pays en développement bénéficient de 43 % des subventions aux carburants, contre 7 % pour les 20 % les plus pauvres, soit six fois plus! Ces subventions n'atteignent pas les ménages les plus pauvres et détournent les ressources publiques de la santé et de l'éducation.

En outre, l'élimination de ces subventions profiterait à la planète, en réduisant les émissions de CO₂ d'environ 13 %.

Conclusion : institutions et gouvernance

Pour conclure, un mot sur les institutions et la gouvernance. Comme vous le savez, **institutions solides et responsabilisation vont de pair avec stabilité économique, croissance durable et développement humain.**

Le livre de Daron Acemoglu et de James Robinson, «Why Nations Fail» est très convaincant à ce sujet.

Les institutions doivent rendre des comptes aux contribuables et aux citoyens; sinon, chercher à réduire la pauvreté revient à construire une maison sur du sable.

Une bonne gouvernance est importante aussi au FMI. Dans un monde qui ne cesse de changer, nous devons être le reflet de nos pays membres en évolution. Nous poursuivons donc nos réformes des quotes-parts et de la gouvernance. Nous avons beaucoup avancé, mais l'impulsion de notre actionnaire principal est un élément fondamental. Comme vous le savez peut-être, les autorités américaines ont soumis récemment à approbation le train de réformes de 2010 sous la forme d'un supplément au budget. Nous saluons cette mesure et nous espérons une approbation rapide.

Je tiens à remercier le Comité de Bretton Woods de son appui sur cette question par le passé.

Pour résumer, je soutiens pleinement l'objectif du Président Kim de faire disparaître la pauvreté extrême d'ici 2030, et je m'engage à collaborer avec lui pour atteindre cet objectif.

Avec les bons partenariats et les bonnes politiques, notre

génération peut effectivement mettre fin à la pauvreté.

Le prix Nobel Muhammad Yunus a déclaré : *«lorsque la pauvreté aura disparu, nous devons construire des musées qui témoigneront de ses horreurs pour les générations futures. Elles se demanderont pourquoi la pauvreté a persisté si longtemps dans la société humaine — comment un petit nombre de personnes pouvaient vivre dans le luxe alors que des milliards de personnes se trouvaient dans la misère, le dénuement et le désespoir.»*

J'attends ce jour avec grande impatience.

Je vous remercie de votre attention.